



Fourniture, location et réparation de pompes mobiles

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Commun aux 3 lots

L'acheteur :

**Grand Port Maritime de Bordeaux
152, quai de Bacalan
CS 41320
33082 BORDEAUX CEDEX**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières numéro 26S04 : établi en application du Code de la commande publique et du CCAG Fournitures courantes et services, relatif à :
FOURNITURE, LOCATION ET REPARATION DE POMPES MOBILES**







Procédure adaptée ouverte en application de l'article R2123-1 1° du Code de la commande publique

SOMMAIRE





1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	6
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	9
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13
8.	LITIGE ET SANCTIONS	16
9.	FIN DU CONTRAT	17

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Fourniture, location et réparation de pompes mobiles
	Acheteur	GRAND PORT MARITIME DE BORDEAUX
	Type de contrat	Accord-cadre mixte mono-attributaire avec un minimum et un maximum
	Structure	3 lots
	Variation des prix	Révisables
	Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant qu'entité adjudicatrice. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Fourniture, location et réparation de pompes mobiles

Le Pôle naval, en charge des formes 1, 2 et 3 de Bassens et Bordeaux-Bacalan, effectue régulièrement des opérations de pompage et de nettoyage. Pour cela, il est impératif qu'il puisse se procurer des équipements adaptés, soit en les louant, soit en les acquérant. Par ailleurs, un service de maintenance et de réparation est nécessaire pour les pompes appartenant au GPMB.

Les spécifications techniques et modalités d'exécution des prestations sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

■ Lieu d'exécution :

Les fournitures seront livrées à l'adresse suivante (sauf mention contraire) :

Grand Port Maritime de Bordeaux
Réception du Magasin Général
152, quai du Bacalan
33082 Bordeaux

Contact : Réceptionniste du magasin général - téléphone 05 56 90 58 48

Les livraisons devront s'effectuer :

- du lundi au mardi de 7H45 à 11H45 et de 12H30 à 16H30
- du mercredi au jeudi de 7H45 à 11H45 et de 12H30 à 16H00
- le vendredi de 7H45 à 11H45 et de 12H30 à 15H30.

L'exécution des prestations aura également lieu sur les Formes 1, 2 et 3, conformément aux directives du GPMB précisées dans le bon de commande/marché subséquent et sur toute la zone Garonne-estuaire de Bordeaux jusqu'au Verdon « Annexe 3 du CCTP ».

■ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ✓ L'Acte d'engagement et son annexe n°1,
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes
 - Annexe 1 : Contrôle d'accès,
 - Annexe 2 : Consignes de sécurité,
 - Annexe 3 : Règlement Général de la Protection des Données.
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Plan GPMB Bordeaux,
 - Annexe 2 : Plan GPMB Bassens,
 - Annexe 3 : Plan GPMB Gironde.
- ✓ Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- ✓ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- ✓ L'offre technique du titulaire.

Pièces générales :

- Le code de la commande publique ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par arrêté du 30 mars 2021)

Ces textes sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur www.legifrance.gouv.fr Attention, bien que matériellement non joints au présent contrat, ces textes sont réputés connus des parties.

Rappel :

Toutes les dispositions figurant dans les documents du titulaire (conditions générales de vente ou correspondances) qui seraient contraires aux clauses du présent contrat sont réputées non écrites

2.2. Intervenants

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne, dans l'annexe à l'acte d'engagement, les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation :

Les prestations sont décomposées comme suit en **3 lots**.

Lot	Montant minimum	Montant maximum
Lot n°1 - Fourniture de pompes mobiles immergées et accessoires associés	10 000 €HT	140 000 €HT
Lot n°2 - Location de pompes mobiles immergées et accessoires associés	10 000 €HT	140 000 €HT
Lot n°3 - Prestations de révision et réparation pour pompes mobiles immergées	10 000 €HT	120 000 €HT

■ **Forme du contrat :**

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre mixte mono-attributaire avec minimum et avec maximum, en application des articles R2162-3 et R2162-4 1° du Code de la commande publique.

Le contrat sera donc exécuté par l'émission de :

- Bons de commande pour les prix définis au BPU,
- Marchés subséquents, qui prendront la forme de bons de commande, pour les autres prix, non listés au BPU et rentrant dans l'objet du contrat.

Les marchés subséquents et les bons de commande seront émis par le Service Approvisionnements et le Pôle naval du GPMB.

■ **Présentation des bons de commande :**

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- Nom et adresse du titulaire,
- Numéro et date de l'accord-cadre,
- Numéro et date du bon de commande,
- Adresses de livraison / d'exécution et facturation,
- Désignation et quantités des fournitures /prestations commandées,
- Délai d'exécution,
- Prix unitaires,
- Montant total hors taxes de la commande,
- Taux et montant de la TVA,
- Montant total TTC.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Durée globale du contrat :**

La durée de l'accord-cadre est fixée à 48 mois à compter de la date prescrite sur la lettre de notification.

■ **Prestations similaires :**

L'acheteur peut passer avec le titulaire du lot 3 des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

L'acheteur se réserve la possibilité de passer avec le titulaire des lots 1 et 2 des marchés sans mise en concurrence pour des livraisons complémentaires en cas de renouvellement ou d'extensions, conformément aux dispositions de l'article R2122-4 du Code de la commande publique.

■ **Délai des bons de commande :**

Les délais d'exécution des prestations seront fixés dans chaque bon de commande.

Leur durée d'exécution ne peut se prolonger au-delà de 3 mois de la date limite de validité de l'accord-cadre. Chaque délai convenu court à compter de la réception du bon de commande, par le titulaire.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat sont traités à prix unitaires, sur la base des bordereaux des prix unitaires et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

Les prix ne peuvent comporter de suppléments se rapportant à des frais de dossier, de facturation ou à des minimums de commande.

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les frais de transport jusqu'au lieu de livraison, applicables à l'ensemble des lots, ainsi que les frais d'intervention liés au lot n°2, sont facturés en supplément conformément à l'annexe n°1 à l'acte d'engagement.

■ Variation des prix :

Les prix du contrat sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Lot	Formule
Lot 1	$P(n) = P(o) \times [(A(n) / A(o))]$
Lot 2	$P(n) = P(o) \times [0,80 \times (A(n) / A(o)) + 0,20 \times (B(n) / B(o))]$
Lot 3	$P(n) = P(o) \times [0,20 \times (A(n) / A(o)) + 0,80 \times (B(n) / B(o))]$

Dans laquelle :

- P(n) : le prix révisé
- P(o) : est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du "Mois zéro" (Mo)
- A(n) et B(n) : correspondent à la valeur de l'indice défini ci-après pour chaque lot publié à la date anniversaire du contrat (date d'effet)
- A(o) et B(o) : est la valeur de l'indice défini ci-après pour chaque lot correspondant au mois de remise des offres (Mo)

Les indices utilisés sont les suivants :

Pour l'ensemble des lots

A = Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 28.13 – Autres pompes et compresseurs

Identifiant INSEE : 010765237 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010765237>

Pour les lots n°2 - Location de pompes mobiles immergées et accessoires associés et n°3 Prestations de révision et réparation pour pompes mobiles

B : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008

Identifiant INSEE : 001565183 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

Les index sont publiés à l'INSEE.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Les prix du BPU sont fermes durant la première année du contrat.

Le calcul du coefficient de révision sera effectué à la date anniversaire du contrat (date d'effet).

■ Initiative du calcul de la variation des prix :

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation au GPMB, dans un délai maximum de 15 jours à compter de la date d'effet de la révision.

Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix.

■ Offres promotionnelles :

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue si le montant du marché subséquent ou du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance passe à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire en une seule fois. Si le montant des sommes à régler est inférieur au montant de l'avance à rembourser, l'avance est remboursée de manière progressive.

■ Paiement des membres du groupement :

En cas de groupement solidaire et en application de l'article 12.1.2 du CCAG, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement solidaire ou du mandataire.

■ Présentation des demandes de paiement :

Lorsque le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° SIRET et adresse du créancier,
- la date d'émission et le numéro de la demande de paiement ;
- le numéro de l'accord-cadre et le numéro du bon de commande et/ du marché subséquent,
- le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées ;
- la date d'exécution des prestations ;

- le montant HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre ;

Conformément au Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, **les factures doivent obligatoirement être transmises par voie dématérialisée** via la plate-forme Chorus Portail Pro accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement devront, notamment, comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET du GPMB : 78180414100021 qui identifiera ce dernier comme étant le destinataire de la facture.
- Le numéro d'engagement correspondant au numéro du bon de commande.

■ Périodicité des paiements :

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations définies dans les marchés subséquents et/ou bons de commande.

■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif.

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

Les modalités de réalisation des prestations sont définies dans le CCTP.

■ Documentation :

Sur demande du GPMB le titulaire doit fournir tout document certifiant de la conformité des fournitures livrées (certificat ou rapport contrôle qualité et/ou notes de calcul sur des produits qui ont fait l'objet d'une fabrication sur mesure.)

■ Emballage :

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Dans la mesure du possible, le titulaire veille à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables, à privilégier la livraison en vrac plutôt qu'en unité distincte.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG FCS, il est prévu deux possibilités.

- Si l'emballage n'est pas consigné ni réutilisable, il devient la propriété de l'acheteur. Par conséquent, le titulaire ne pourra pas demander de rémunération complémentaire.
- Si l'emballage est consigné, le titulaire le récupérera à ses frais dans un délai de 1 mois maximum après la décision d'admission du matériel. Passé ce délai l'acheteur pourra disposer de l'emballage comme il le souhaite sans qu'aucune indemnité ne lui soit demandée.

Le titulaire indiquera dans le bon de livraison si l'emballage est consigné.

■ Modalités de livraison :

Le titulaire s'engage à livrer impérativement en une seule fois l'ensemble des fournitures faisant l'objet du marché subséquent ou du bon de commande, sauf avis contraire du GPMB, afin de limiter les reliquats et les coûts de transport.

Si le titulaire livre en plusieurs fois un bon de commande, il devra supporter le surcoût de transport.

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison comportant notamment :

- les références du contrat,
- le numéro du bon de commande / marché subséquent émanant du GPMB
- la date de livraison
- l'identification du titulaire
- le cas échéant, les emballages consignés
- l'identification précise des fournitures livrées et leur quantité, et au besoin, leur répartition par colis. Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur ledit bon. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature d'un double du bon de livraison.

Toute fourniture détériorée sera reprise à ses frais par le titulaire.

Toute livraison effectuée en dehors du respect de ces modalités pourra être refusée.

■ **Stockage des fournitures :**

Le stockage des fournitures est effectué dans les locaux et sous la responsabilité de l'acheteur.

■ **Transport :**

Concernant les fournitures, conformément à l'article 20.3 du CCAG FCS, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison.

Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité. Toutefois, pour des raisons techniques et en accord avec le prestataire, le GPMB se réserve la possibilité d'assurer lui-même les opérations de déchargement.

6.2. Vérification des prestations

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

■ **Opérations de vérification du service fait :**

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications à l'issue de la période de prestation de service. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité réalisée et l'attestation de service fait, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont désignées par chaque bon de commande et marché subséquent.

■ **Reliquat de commande :**

Pour le lot n°1, un suivi particulier des reliquats de commande sera fourni tous les 15 jours au Service approvisionnements pour s'assurer des délais de livraison. En cas de commande urgente, le titulaire devra informer le Service approvisionnements dans les 24 heures au plus tard par courriel des nouveaux délais.

■ **Statistiques annuelles :**

Le titulaire devra transmettre annuellement à la date d'anniversaire de l'accord-cadre, à l'acheteur, la liste récapitulative de fournitures commandées avec les quantités et montants afférents.

Les statistiques devront être fournies par fichier électronique (format tableur).

Les données attendues doivent reprendre les informations suivantes par article :

- Désignation de l'article + n° de prix,
- Quantité annuelle d'article commandé, PU de l'article, le montant total,
- Numéro de commande Associé.

6.3. Développement durable

■ **Clause environnementale :**

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article 2111-1 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental. À ce titre, les échanges par voie dématérialisée seront privilégiés.

Le titulaire s'assure du respect de ces obligations environnementales.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après

6.4. Autres stipulations

■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

Le présent contrat pourra subir des modifications sous réserve des dispositions prévues aux articles R2194-1 à R2194-4 du Code de la commande publique.

Ainsi, l'acheteur peut, pendant l'exécution de l'accord-cadre, prescrire au titulaire des modifications non substantielles relatives aux fournitures et/ou aux prestations ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire.

Cela peut concerner notamment :

- Modifications de fournitures/prestations Listées au BPU afin de faire face à des difficultés d'approvisionnement et/ou des évolutions de produits. Ces modifications et/ou ajouts peuvent impacter les prix prévus dans le Bordereau de Prix Unitaires et les délais de livraison tels indiqués dans l'annexe n°1 à l'acte d'engagement ;
- Prolongation de la durée initiale du contrat (prolongation à échéance) dans le cas où l'acheteur, ayant décidé de ne pas reconduire le contrat (quelle qu'en soit la raison), souhaite disposer d'un

temps supplémentaire pour réaliser des commandes et/ ou pour l'instruction d'un nouvel accord-cadre ;

- Prolongation de la durée initiale du contrat (prolongation à échéance) dans le cas où l'acheteur fait l'objet d'une modification de structure ;
- Lorsque des circonstances exceptionnelles (épidémie ou pandémie, catastrophe naturelle ou crise économique majeure) affectent les conditions d'exécution du contrat, des dispositions pourront être prises pour faire face aux difficultés liées à leur survenance, à savoir :
 - Suspension du délai d'exécution du contrat, d'un marché subséquent ou d'un bon de commande,
 - Prolongation du délai d'exécution du contrat, d'un marché subséquent ou d'un bon de commande,
 - Passation de marché de substitution dans le cas où le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie d'un marché subséquent ou d'un bon de commande, notamment lorsqu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive ;
- Renonciation, modularisation ou annulation des pénalités de retard : Possibilité de renoncer ou de moduler à la baisse le montant des pénalités applicables, au vu notamment de la capacité financière de l'entreprise titulaire, du montant de l'accord-cadre ainsi que des enjeux découlant du respect des délais ;
- Un ajustement des coûts de prestations ou des délais précisés dans l'annexe à l'acte d'engagement ;
- Une défaillance du titulaire aux fins que celui-ci propose un tiers remplaçant, soit pour achever les prestations, soit pour transférer les droits et obligations du présent contrat vers ce tiers.

En tout état de cause :

- Toute modification ou évolution impactant la solution développée doit être conforme aux spécifications fonctionnelles prévues au présent contrat et doit être techniquement équivalent ou supérieur aux fournitures/prestations prévues initialement,
- Toute modification est conforme à l'objet du contrat et en lien direct (déclinaison ou accessoire) avec les fournitures et les prestations du contrat et nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre.
- La modification ne saurait avoir une incidence financière ayant pour effet de bouleverser l'économie du contrat. Par conséquent, l'incidence financière sur les montants maximum de l'accord-cadre ne peut être supérieure à 10%.

■ Modalités de mise en œuvre des modifications :

a) Modification à l'initiative du titulaire

Dans le cadre des modifications susvisées, le titulaire fournira les éléments justificatifs suivants et notamment :

- Les justificatifs techniques et/ou fonctionnels des liens directs (déclinaison, accessoire) entre les fournitures / prestations modifiées ou ajoutées et les fournitures/prestations présentes à l'accord-cadre,
- La documentation technique du matériel ajouté ou modifié,
- Les justificatifs tarifaires,
- Le cadre du mémoire technique mis à jour, le cas échéant,
- Le bordereau des prix mis à jour, le cas échéant,
- Élément de preuve de l'impossibilité de réaliser les prestations en cas de circonstances exceptionnelles.

À compter de la réception de la demande, l'acheteur dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires maximum pour valider la modification, ajout ou retrait, ainsi que le(s) nouveau(x) prix à intégrer.

En cas d'accord entre les parties, et selon la nature de la modification, la clause de réexamen sera mise en œuvre soit par avenant, soit par une simple décision de l'acheteur notifiée au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai maximal d'un mois, est réputé l'avoir acceptée et l'exécute.

Nb : le titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques ou financières sans autorisation préalable de l'acheteur.

b) **Modification à l'initiative de l'acheteur**

L'acheteur justifiera les modifications relevant de son initiative.

A compter de la réception de la demande, le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires maximum pour valider la modification.

En cas d'accord entre les parties, et selon la nature de la modification, la clause de réexamen sera mise en œuvre soit par avenant, soit par une simple décision de l'acheteur notifiée au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai maximal d'un mois, est réputé l'avoir acceptée et l'exécute.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

■ **Clause de rendez-vous :**

Les parties peuvent se rencontrer annuellement dans les deux (2) mois avant la date d'anniversaire de notification de l'accord-cadre afin de faire le point sur les conditions d'exécution de l'accord-cadre et/ou de redéfinir les conditions des relations contractuelles.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) Avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- L'attestation de vigilance URSSAF datant de moins de 6 mois ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

De plus, le titulaire doit fournir, tous les 6 mois, l'attestation de vigilance URSSAF ainsi que la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail.

■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ Sous-traitance :

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

Concernant les prestations de services, Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'acheteur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours d'exécution selon les modalités définies aux articles R2193-3 et R2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Les documents relatifs à ses capacités professionnelles et financières :
 - o Moyens matériels et humains,
 - o Liste des références sur 3 ans.
- Une copie de l'extrait K-Bis de moins de trois mois,
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le sous-traitant,
- Les attestations d'assurance, fiscales et sociales,

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG, le GPMB notifie au titulaire et uniquement au titulaire l'exemplaire de l'acte spécial de sous-traitance (DC4) qui lui revient. Le titulaire sera chargé de communiquer une copie de cette notification à ses sous-traitants.

■ Dispositions applicables en cas de titulaire étranger :

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, le maître de l'ouvrage, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D8222-7 du code du travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, lorsque les délais d'exécution sont dépassés, le titulaire encourt des pénalités de retard.

En cas de retard dans la livraison des pièces ou dans l'exécution des prestations commandées, une pénalité de 2 % par jour ouvré sera appliquée sur le montant total du bon de commande ou du marché subséquent.

Il ne sera pas appliqué de pénalité en cas de retard pendant la période de fermeture du Titulaire (fermeture estivale et/ou fin d'année). Le Titulaire devra indiquer dans l'annexe n°1 à l'acte d'engagement les dates exactes de fermeture de son entreprise pour l'année en cours.

À défaut, les pénalités prévues au présent article s'appliqueront automatiquement à tout retard constaté.

■ Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 25% du montant total hors taxes du marché subséquent ou du bon de commande.

■ Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités pour retard s'appliquent dès le 1er euro.

■ Observations préalables à l'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables de l'acheteur.

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique.

Les conditions de résiliation du contrat sont définies aux articles 38 à 46 du CCAG FCS, avec les précisions suivantes :

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation forfaitaire dans le cas d'une résiliation pour motif d'intérêt général, excepté celle pour prestations reçues.

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Bordeaux
9 rue Tastet
CS 21490
33063 Bordeaux Cedex
Téléphone : 05 56 99 38 00
Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr
Télécopie : 05 56 24 39 03
Site internet : <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Garantie :

La durée de la garantie contractuelle des fournitures et prestations est fixée à l'annexe n°1 de l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG FCS, pour le lot n°1, cette durée peut être supérieure ou égale à un an. Toutefois, pour le lot n°3, une garantie minimale de 3 mois est exigée, couvrant les pièces et la main-d'œuvre. Concernant le lot n°2, aucune garantie n'est prévue.

Dans le cas où l'acheteur fait appel à un tiers pour les prestations ou/et fournitures, le titulaire remboursera les dépenses des frais directs sans pour autant dépasser le coût qu'il aurait engagé s'il avait réalisé la prestation dans ses propres installations.

Toute fourniture d'un tiers doit être soumise au préalable à autorisation du titulaire.

Cette garantie couvre à minima les frais de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement de la pièce défectueuse, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Il peut en demander le règlement, s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique Contenu des prix de l'article 5.1 du contrat déroge à l'article 10.1.3 du CCAG

La rubrique *Emballage* de l'article 6.1 du contrat déroge à l'article 20.2.2 du CCAG

La rubrique *Sous-traitance* de l'article 7.1 du contrat déroge à l'article 3.6.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG

La rubrique *Garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 40 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.